

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1991.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
W. MARTENS

Le Ministre des Affaires économiques,  
W. CLAES

Le Ministre du Travail et de l'Emploi,  
L. VAN DEN BRANDE

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,  
E. DEWORME

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,  
Mme M. SMET

Art. 21. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 oktober 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Eerste Minister,  
W. MARTENS

De Minister van Economische Zaken,  
W. CLAES

De Minister van Arbeid en Tewerkstelling,  
L. VAN DEN BRANDE

De Staatssecretaris voor Energie,  
E. DEWORME

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,  
Mevr. M. SMET

F. 91 — 3409

Arrêté royal fixant les règles relatives au contrôle et au mode de subvention de l'Institut national des Radioéléments, et modifiant les statuts de cet institut

**RAPPORT AU ROI**

Sire,

L'article 32, § 1er, de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, prévoit que les missions de l'Institut national des Radioéléments (IRE ou Institut) doivent être transférées à la Région wallonne, dans les limites visées par la loi spéciale de Réformes institutionnelles du 8 août 1988 et la loi spéciale de financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989.

Les relations de l'IRE avec le pouvoir national sont réglées par une convention signée le 28 juillet 1980 entre l'Institut et le Ministre des Affaires économiques. Cette convention stipule notamment que l'IRE est soumis au contrôle du Ministre des Affaires économiques (Article 2 de la Convention).

Jusqu'au 30 novembre 1990, l'IRE développait ses activités dans cinq directions :

1<sup>o</sup> La production de molybdène-99 au départ d'uranium-235 très hautement enrichi (qualité militaire) irradié dans un réacteur de type BR2 et les activités de support qui en découlent;

2<sup>o</sup> La radioprotection et la sécurité nucléaire du site ainsi que le contrôle de la radioactivité du territoire;

3<sup>o</sup> La production de radio-isotopes au départ du cyclotron installé sur le site de Fleurus ainsi que la préparation et le conditionnement de l'ensemble des radio-isotopes en vue de leurs diverses utilisations;

4<sup>o</sup> La production de substances et matériels pour l'analyse médicale *in vitro*;

5<sup>o</sup> La protection et la conservation des denrées alimentaires par ionisation gamma.

L'article 32, § 2, de la loi précitée a donné au Roi la mission de régler par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, le transfert de membres du personnel, de biens, droits et obligations de l'Institut à la Région wallonne.

Cependant, afin de régler l'exercice de la tutelle sur les organismes publics à communaliser et à régionaliser avant leur transfert définitif aux Communautés et aux Régions, le Conseil des Ministres a décidé le 20 octobre 1989 que :

— un ou deux Commissaires de chaque Région ou Communauté concernée seraient nommés par l'Exécutif compétent auquel ils feraient rapport, dans le cadre des compétences régionales et communautaires, et seraient à charge des budgets de la Région ou de la Communauté concernée;

N. 91 — 3409

Koninklijk besluit houdende de regelen betreffende het toezicht op en de subsidiëring van het Nationaal Instituut voor Radio-elementen, en tot wijziging van de statuten van dit instituut

**VERSLAG AAN DE KONING**

Sire,

Artikel 32, § 1, van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, voorziet erin dat de opdrachten van het Nationaal Instituut voor Radio-elementen (IRE of Instituut) aan het Waalse Gewest moeten worden overgedragen binnen de grenzen bedoeld bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen en de bijzondere wet van 13 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten.

De betrekkingen van het IRE met de nationale overheid zijn geregeld door een overeenkomst getekend op 28 juli 1980 tussen het Instituut en de Minister van Economische Zaken. Deze overeenkomst bepaalt met name dat het IRE onderworpen is aan de controle van de Minister van Economische Zaken (Artikel 2 van de overeenkomst).

De IRE-activiteiten zijn tot 30 november 1990 vijf richtingen uitgegaan :

1<sup>o</sup> De produktie van molybdeen-99 uitgaande van zeer aangerijk uranium-235 (militaire kwaliteit) bestraald in een reactor van het type BR2 en de ondersteuningsactiviteiten die eruit voortvloeien;

2<sup>o</sup> De radiobescherming en de nucleaire veiligheid van de site evenals de controle van de radioactiviteit van het grondgebied;

3<sup>o</sup> De produktie van radio-isotopen uitgaande van de cyclotron geïnstalleerd op de site van Fleurus evenals de voorbereiding en conditionering van alle radio-isotopen met het oog op het uiteenlopend gebruik ervan;

4<sup>o</sup> De produktie van substanties en materieel voor geneeskundige analyse *in vitro*;

5<sup>o</sup> De bescherming en bewaring van voedingsmiddelen door gammaïonisatie.

Artikel 32, § 2, van bovengenoemde wet droeg de Koning op de overdracht van de personeelsleden, de goederen, de rechten en verplichtingen van het Instituut aan het Waalse Gewest bij in de Ministerraad overlegde besluiten te regelen.

Evenwel, om de uitoefening van de voogdij over de te communaliseren en te regionaliseren openbare instellingen vóór hun definitieve overdracht aan Gemeenschappen en Gewesten te regelen, heeft de Ministerraad op 20 oktober 1989 het volgende beslist :

— één of twee Commissarissen van ieder betrokken Gewest of Gemeenschap zouden worden benoemd door de bevoegde Executieve waaraan zij verslag zouden uitbrengen, in het kader van de gewestelijke en communautaire bevoegdheden, en zij zouden ten laste vallen van de begroting van het betrokken Gewest of de betrokken Gemeenschap;

— la mission des Commissaires du Gouvernement actuellement nommés se limiterait aux compétences restées nationales. Ces Commissaires seraient en outre tenus d'intervenir à la demande des Commissaires d'une Région ou d'une Communauté dans les matières qui relèvent de celle-ci;

— les Commissaires des Communautés et des Régions auraient un droit à l'information semblable à celui des Commissaires du Gouvernement;

— tous les actes qui engagent de manière irrévocable l'Organisme seraient soumis préalablement à l'avis des Exécutifs concernés, pour autant que la désignation des Commissaires communautaires et régionaux se produise dans le courant du mois de novembre 1989.

En conséquence, fin 1989, et en application de la décision du 20 octobre 1989, la Région wallonne a entrepris de restructurer les activités de l'IRE qui faisaient partie de sa sphère de compétences, à savoir la production de radio-isotopes, la production de matériels pour l'analyse in vitro, ainsi que la protection et la conservation des denrées alimentaires. Le Gouvernement est intervenu dans ce processus par ses décisions des 18 et 25 mai 1990.

Cette restructuration s'avérait nécessaire et urgente parce que les activités relevant des compétences régionales étaient responsables d'une très grande part du déficit budgétaire.

L'IRE et la Région wallonne décidèrent donc :

a) que les actifs devant être transférés à la Région wallonne seraient cédés dans leur ensemble à des repreneurs du secteur privé, à condition que les activités concernées soient maintenues sur le site de Fleurus;

b) que l'IRE, reconnu comme entreprise en difficulté, mettrait en œuvre un plan de réduction de ses effectifs, principalement par voie de prépension;

c) que les recettes exceptionnelles recueillies en échange des actifs contribueraient dès 1990 au rééquilibrage financier de l'IRE.

Les activités de production, préparation et conditionnement des isotopes, les activités de production de substances et matériels pour l'analyse médicale in vitro, les activités de protection et de conservation de denrées alimentaires par ionisation gamma ont été cédées à trois sociétés.

Parallèlement à la décision prise le 18 mai 1990 par le Conseil des Ministres, la Région wallonne s'est engagée par une convention du 14 juin 1990 à prendre à sa charge la totalité du coût du démantèlement du site et des installations cédées à la S.A. Nordion.

L'opération de restructuration de l'IRE a donc conduit à ce que l'ensemble du patrimoine de l'Institut faisant partie de la sphère régionale soit cédé à des repreneurs privés.

Au 1er janvier 1991, il ne reste donc ni membre du personnel, ni patrimoine à transférer à la Région wallonne, ce qui explique que les arrêtés prévus à l'article 32, § 2, de la loi coordonnée n'ont pas été pris.

Le présent projet d'arrêté est pris en exécution de l'article 32, § 4, de la loi précitée qui prévoit que la convention du 28 juillet 1980 entre le Ministre des Affaires économiques et l'Institut sera remplacée par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres qui fixera les conditions auxquelles l'Institut peut être subventionné, et que les statuts de l'Institut pourront être adaptés par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Le premier chapitre contient des définitions.

Le deuxième chapitre concerne les modalités de contrôle des subventions allouées à l'Institut par l'Etat, modalités qui étaient précédemment régies par voie contractuelle.

Ce contrôle est exercé par deux commissaires du Gouvernement qui assistent, avec voix consultative, aux réunions du Conseil d'Administration de l'Institut et peuvent prendre un recours suspensif contre les décisions du Conseil qu'ils estiment contraires à la loi, aux statuts ou à l'intérêt général. Ce recours est exercé auprès des Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions, qui statuent conjointement à son propos endéans un délai de quinze jours. Ce délai peut être prolongé de dix jours sur décision d'un seul des deux Ministres concernés.

Les comptes de l'Institut sont, quant à eux, contrôlés par les services de l'inspection comptable du Ministère des Affaires économiques, par l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du même Ministère ainsi que par la Cour des Comptes.

Deux fois par an, l'Institut doit faire rapport sur l'exécution de son budget et sur la situation de ses comptes aux Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions. En outre, un rapport annuel d'activité doit leur être communiqué.

— de la tâche van de thans benoemde Regeringscommissarissen zou zich beperken tot de nationaal gebleven bevoegdheden. Daarenboven zouden deze Commissarissen moeten optreden op verzoek van de Commissarissen van een Gewest of Gemeenschap in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid ervan behoren;

— de Commissarissen van de Gemeenschappen en Gewesten zouden een informatierecht hebben dat gelijk is aan dat van de Regeringscommissarissen;

— alle handelingen die de Instelling op onomkeerbare wijze verbinden zouden de betrokken Executieven ter advies moeten worden voorgelegd, voor zover de aanduiding van de Commissarissen van de Gemeenschappen en Gewesten gebeurt in de loop van de maand november 1989.

Eind 1989 is het Waalse Gewest bijgevolg, en in toepassing van de beslissing van 20 oktober 1989, begonnen met de herstructurering van de IRE-activiteiten die onder zijn bevoegdheid vielen, met name de productie van radio-isotopen, de productie van materieel voor analyse in vitro evenals de bescherming en bewaring van voedingsmiddelen. De Regering is in dit proces tussengekomen door haar beslissingen van 18 en 25 mei 1990.

Deze herstructurering bleek dringend noodzakelijk door het feit dat praktisch het hele budgettaire verlies te wijten was aan de activiteiten die tot de regionale bevoegdheden behoren.

Het IRE en het Waalse Gewest hebben dus beslist :

a) dat de aan het Waalse Gewest over te dragen activa in hun geheel aan overnemers uit de privé-sector zouden worden verkocht, op voorwaarde dat de betrokken activiteiten op de site van Fleurus worden gehandhaafd;

b) dat het IRE, erkend als onderneming die moeilijkheden kent, een plan zou tot stand brengen om zijn personeelsleden te beperken, hoofdzakelijk door middel van het bruggensioen;

c) dat de uitzonderlijke opbrengst ontvangen in ruil voor de activa vanaf 1990 zou bijdragen tot de herstelling van het financieel evenwicht van het IRE.

De activiteiten inzake productie, voorbereiding en conditionering van isotopen, de activiteiten inzake productie van stoffen en materieel voor medische analyse in vitro, de activiteiten van bescherming en bewaring van voedingsmiddelen door gamma-ionisatie werden aan drie maatschappijen overgedragen.

Gelijklopend met de beslissing van de Ministerraad genomen op 18 mei 1990, heeft het Waalse Gewest zich bij een overeenkomst van 14 juni 1990 ertoe verbonden alle ontmantelingskosten voor de aan de N.V. Nordion overgedragen site en installaties voor zijn rekening te nemen.

De IRE-herstructurering heeft er dus toe geleid dat het hele patrimonium van het Instituut dat tot de gewestelijke sfeer behoort, aan privé overnemers wordt overgedragen.

Op 1 januari 1991 blijven er dan ook geen aan het Waalse Gewest over te dragen personeelsleden of patrimonium over, wat verklaart dat de besluiten waarin wordt voorzien bij artikel 32, § 2, van de gecoördineerde wet, niet werden genomen.

Dit besluitontwerp wordt genomen in uitvoering van artikel 32, § 4, van bovengenoemde wet die erin voorziet dat de overeenkomst van 28 juli 1980 tussen de Minister van Economische Zaken en het Instituut zal worden vervangen door een in de Ministerraad overgelegd besluit dat bepaalt onder welke voorwaarden het Instituut kan worden betoelaagd, en dat de statuten van het Instituut kunnen worden aangepast bij een in de Ministerraad overgelegd besluit.

Het eerste hoofdstuk bevat definities.

Het tweede hoofdstuk betreft de modaliteiten inzake de controle van de toelagen die de Staat aan het Instituut toekent, en die voordien door een overeenkomst waren geregeld.

Deze controle wordt uitgeoefend door twee Regeringscommissarissen die, met adviserende stem, de vergaderingen van de Raad van Bestuur van het Instituut bijwonen en die beroep met schorsende kracht kunnen nemen tegen de beslissingen van de Raad die zij strijdig achten met de wet, de statuten of het algemeen belang. Dit beroep wordt gedaan bij de voor Economische Zaken en Energie bevoegde Ministers, die hierover samen een beslissing nemen binnen een termijn van veertien dagen. Deze termijn kan met tien dagen worden verlengd op beslissing van één van de twee betrokken Ministers.

De rekeningen van het Instituut worden gecontroleerd door de diensten van de boekhoudkundige inspectie van het Ministerie van Economische Zaken, door de Inspecteur van Financiën afgevaardigd bij hetzelfde Ministerie, evenals door het Rekenhof.

Twee keer per jaar moet het Instituut verslag uitbrengen over de uitvoering van zijn budget en de toestand van zijn rekeningen aan de voor Economische Zaken en Energie bevoegde Ministers. Bovendien moet hen jaarlijks een activiteitenverslag worden voorgelegd.

Le troisième chapitre traite des modalités de subvention de l'Institut.

L'article 8 stipule que les Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions prévoient chaque année dans leur budget une subvention destinée à l'IRE.

L'article 9 précise que, de plus, les Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions prévoient chaque année dans leur budget une dotation pour couvrir le passif social et le passif technique de l'IRE.

Par « passif social », il faut entendre les obligations de l'Institut relatives au départ de membres du personnel, suite à l'application du régime de prépension instauré par la convention collective de travail du 27 avril 1990 et non couvertes par la prime unique versée par l'Institut à la SMAP en exécution de la convention du 2 mai 1991.

En effet, la Région wallonne a cédé en 1990 à l'IRE une somme de 300 millions qui était la contrepartie de la vente d'actifs faisant partie de sa sphère de compétence afin de faire face aux charges du plan de prépension entraîné par la restructuration de l'Institut. Ces moyens furent utilisés pour payer la prime unique demandée par la compagnie d'assurance à qui a été confiée la gestion de la charge des prépensions calculée sur la base d'une indexation de 3 %.

Lors de sa réunion du 31 mai 1991, le Conseil des Ministres a constaté qu'il avait été constitué des enveloppes pour couvrir le passif technique et social du CEN, mais que pour l'Institut des Radioéléments, il n'avait pas été fixé d'enveloppe.

Le même jour, le Conseil des Ministres a décidé qu'au cas où les enveloppes seraient dépassées ou que des dépenses de même nature apparaîtraient à l'Institut des Radioéléments, les charges correspondantes seraient supportées annuellement par le Gouvernement national, étant entendu qu'un équilibre régional serait réalisé à cet égard.

En conséquence, l'article 8, alinéa 2, prévoit que si des dépenses devaient apparaître à l'IRE pour couvrir des dépassements de la provision constituée pour faire face au passif social, ces dépenses seraient supportées par l'Etat. Cette dotation serait versée à un compte spécial de l'Institut.

Par « passif technique », il faut entendre les obligations résultant de la dénucléarisation des installations, ainsi que du traitement, du conditionnement, du stockage et de l'évacuation des déchets radioactifs accumulés, en ce compris les déchets radioactifs résultant de la dénucléarisation des installations, afférant aux activités nucléaires de l'Institut.

Pour ce qui est du passif technique de l'IRE, l'article 9, alinéa 3, prévoit qu'il sera supporté par l'Etat en application de la décision du Conseil des Ministres du 31 mai 1991 qui prévoit que les dépenses de même nature que celles du passif technique du CEN apparaissant à l'IRE seront supportées par l'Etat. Ce passif comprend à la fois la mise en sécurité des déchets accumulés sur le site et le démantèlement des installations appartenant à l'IRE. Cette dotation sera versée à un compte spécial de l'ONDRAF.

L'article 9, alinéa 4, prévoit que le Conseil des Ministres délibérera des montants prévus à l'alinéa 2 ou à l'alinéa 3 ainsi que, simultanément, des modalités selon lesquelles un équilibre régional sera réalisé.

Les commissaires du Gouvernement veilleront à ce que les activités nucléaires futures ne génèrent pas un passif technique supérieur aux provisions à constituer pour y faire face.

Le quatrième chapitre adapte les statuts de l'Institut, notamment par rapport aux missions transférées.

Les articles 10 à 18 visent à assouplir considérablement le fonctionnement de l'Institut en réduisant notamment le nombre de membres du Conseil d'Administration, en créant la fonction d'administrateur délégué et en révisant les modes de convocation et de délibération du Conseil d'Administration.

L'article 19 abroge les dispositions des statuts qui n'étaient pas appliquées (les articles 16 à 21) ou qui n'ont plus d'objet (les articles 27 et 35).

Het derde hoofdstuk behandelt de betoelagingsmodaliteiten van het Instituut.

Artikel 8 bepaalt dat de voor Economische Zaken en Energie bevoegde Ministers jaarlijks in hun begroting een subsidie voor het IRE inschrijven.

Artikel 9 bepaalt dat de voor Economische Zaken en Energie bevoegde Ministers daarenboven jaarlijks in hun begroting een dotatie voorzien om het sociaal en technisch passief van het IRE te dekken.

Onder « sociaal passief » moet worden verstaan, de verplichtingen van het Instituut betreffende de afvloeiing van personeelsleden ingevolge de toepassing van het brugpensioenstelsel ingevoerd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 april 1990, en die niet gedekt zijn door de eenmalige premie gestort door het Instituut aan de OMOB, in uitvoering van de overeenkomst van 2 mei 1991.

Het Waalse Gewest heeft het IRE inderdaad in 1990 een bedrag van 300 miljoen gegeven, dat de tegenwaarde was van de verkoop van activa die behoorden tot zijn bevoegdheidsfeer om de lasten te dragen van het brugpensioenplan meegebracht door de herstructurering van het Instituut. Deze middelen werden aangewend om de eenmalige premie te betalen die werd gevraagd door de verzekeringsmaatschappij waaraan het beheer van de brugpensioenlasten werd toevertrouwd, berekend op grond van een indexering van 3 %.

Tijdens zijn vergadering van 31 mei 1991 heeft de Ministerraad vastgesteld dat er bedragen waren uitgetrokken om het technisch en sociaal passief van het SCK te dekken, maar dat er voor het Instituut voor Radio-Elementen geen bedrag werd vastgelegd.

Dezelfde dag heeft de Ministerraad beslist dat ingeval de bedragen zouden worden overschreden of indien blijkt dat voor het Instituut voor Radio-Elementen gelijkaardige uitgaven bestaan, de overeenstemmende lasten jaarlijks door de nationale Regering zouden worden gedragen, met dien verstande dat in deze tenlasteneming een regionaal evenwicht zou worden verwezenlijkt.

Bijgevolg bepaalt artikel 8, 2e lid, dat indien bij het IRE uitgaven zouden voorkomen ter dekking van de overschrijdingen van de aangelegde provisie om het hoofd te bieden aan het sociaal passief, deze uitgaven door de Staat zouden worden gedragen. Deze dotatie zou op een bijzondere rekening van het Instituut worden gestort.

Onder « technisch passief » moet worden verstaan, de verplichtingen voortvloeiend uit de denucléarisatie van de installaties, alsook uit de behandeling, de conditionering, de stockage en de evacuatie van het geaccumuleerd radioactief afval, met inbegrip van het radioactief afval afkomstig van de gedenucléariseerde installaties, ten gevolge van de nucleaire activiteiten van het Instituut.

Wat het technisch passief van het IRE betreft, voorziet artikel 9, 3e lid, dat dit door de Staat zal worden gedragen in toepassing van de beslissing van de Ministerraad van 31 mei 1991, die bepaalt dat gelijkaardige uitgaven als deze van het technisch passief van het SCK, die bij het IRE voorkomen, door de Staat zullen worden gedragen. Dit passief omvat zowel de in veiligheidstelling van het op de site opgestapelde afval als de ontmanteling van de installaties die het IRE toebehoren. Deze dotatie zal worden gestort op een bijzondere rekening van het NIRAS.

Artikel 9, 4e lid, bepaalt dat de Ministerraad gelijktijdig zal beraadslagen over de bedragen bepaald bij het 2e of het 3e lid evenals over de modaliteiten om een regionaal evenwicht te realiseren.

De Regeringscommissarissen zullen erover waken dat de toekomstige nucleaire activiteiten geen technisch passief met zich brengen dat de aan te leggen provisie om het hoofd eraan te bieden, overschrijdt.

Het vierde hoofdstuk past de statuten van het Instituut aan, met name in verband met de overgedragen opdrachten.

Artikels 10 tot 18 beogen de aanzienlijke versoepeling van de werking van het Instituut door met name het aantal leden van de Raad van Bestuur te beperken, door de functie van afgevaardigde bestuurder op te richten en door de bijeenroepings- en deliberatieve wijze van de Raad van Bestuur te herzien.

Artikel 19 heft de bepalingen van de statuten die niet werden toegepast (de artikels 16 tot 21) of die zonder voorwerp zijn (de artikels 27 en 35) op.

Enfin, le cinquième chapitre prévoit qu'en cas de dissolution de l'Institut, son actif net sera remis à un organisme public ou d'utilité publique poursuivant un but analogue au sien, avec l'assentiment des Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions, ou, à défaut reviendra à l'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Affaires économiques,  
W. CLAES

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,  
E. DEWORME

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et du Plan et par le Secrétaire d'Etat à l'Energie, le 13 septembre 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « remplaçant la convention du 28 juillet 1980 entre le Ministre des Affaires économiques et l'Institut national des Radioéléments, réglant le contrôle de l'Institut et les conditions auxquelles il est subventionné, et modifiant ses statuts », a donné le 17 septembre 1991 l'avis suivant :

#### Observations préliminaires

1. L'arrêté en projet tient son fondement légal de l'article 32, § 4, des lois du 28 décembre 1984 et du 26 juin 1990 relatives à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnées le 13 mars 1991. En vertu de l'article 37, § 4, des lois précitées, cet article doit encore être mis en vigueur.

Eu égard notamment aux développements figurant dans le rapport au Roi, qui précisent qu'« au 1er janvier 1991, il ne reste ni membres du personnel, ni patrimoine à transférer à la Région wallonne, ce qui explique que les arrêtés prévus à l'article 32, § 2 (et § 3), des lois coordonnées n'ont pas été pris », il faudrait, par conséquent, que le projet actuellement soumis pour avis soit complété par une disposition mettant en vigueur l'article 32, § 4, précité des lois coordonnées.

2. D'un point de vue stylistique, un profond remaniement de la version néerlandaise du projet s'impose. Eu égard au bref délai qui est imparté au Conseil d'Etat, seuls seront évoqués ci-après les passages dans lesquels les deux versions ne concordent pas ou dans lesquels des fautes de langage ont une incidence sur le fond.

#### Observations particulières

##### Intitulé

Il conviendrait de rédiger l'intitulé comme suit :

« Arrêté royal fixant les règles relatives au contrôle et au mode de subvention de l'Institut national des radioéléments, et modifiant les statuts de cet institut. »

##### Préambule

Compte tenu notamment de l'observation préliminaire n° 1, il y aurait lieu de compléter le premier alinéa du préambule de la manière suivante :

« Vu les lois relatives à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnées le 13 mars 1991, notamment les articles 32, § 4 et 37, § 4. »

Au deuxième alinéa du préambule, il conviendrait d'écrire :

« Vu l'accord du Ministre du Budget du 4 septembre 1991; ».

Article 1er. Ainsi qu'il a été relevé ci-dessus, il s'imposerait que le projet commence par un article mettant en vigueur l'article 32, § 4, des lois coordonnées précitées du 13 mars 1991, et ce à la date prévue à l'article 37, § 4, de ces lois.

Het vijfde hoofdstuk tenslotte bepaalt dat in geval van ontbinding van het Instituut, de netto-activa ervan zullen gaan naar een overheidsinstelling of een instelling van openbaar nut die een gelijkwaardig doel nastreeft, met instemming van de ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie, ofwel dat zij, bij gebrek hieraan, de Staat zullen toekomen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Economische Zaken,  
W. CLAES

De Staatssecretaris voor Energie,  
E. DEWORME

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 13 september 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en het Plan en door de Staatssecretaris voor Energie verzocht hun, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot vervanging van de overeenkomst van 28 juli 1980 tussen de Minister van Economische Zaken en het Nationaal Instituut voor Radioelementen, tot regeling van de controle over het Instituut en de voorwaarden inzake betoelaging en tot wijziging van zijn statuten », heeft op 17 september 1991 het volgend advies gegeven :

#### Voorafgaande opmerkingen

1. Het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 32, § 4, van de wetten van 28 december 1984 en 26 juni 1990 betreffende de afschaffing en de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991. Dit artikel moet, krachtens het bepaalde in artikel 37, § 4, van voormelde wetten, nog in werking worden gesteld.

Mede rekening gehouden met de toelichting verstrekt in het verslag aan de Koning, waarin wordt uiteengezet dat er « op 1 januari 1991 geen aan het Waalse Gewest over te dragen personeelsleden of patrimonium overblijven, wat verklaart dat de besluiten waarin wordt voorzien bij artikel 32, § 2 (en § 3) van de gecoördineerde wetten, niet werden genomen », dient het thans voor advies voorgelegde ontwerp dus te worden aangevuld met een bepaling waarbij voormeld artikel 32, § 4, van de gecoördineerde wetten in werking wordt gesteld.

2. De taal van de Nederlandse tekst van het ontwerp is aan een grondige herziening toe. Gelet op de korte termijn die aan de Raad van State is gelaten, worden hierna slechts de passages aangestipt waarin beide versies niet in overeenstemming zijn of waar taalfouten een weerslag op de inhoud hebben.

#### Bijzondere opmerkingen

##### Opschrift

Men formuleer het opschrift als volgt :

« Koninklijk besluit houdende de regelen betreffende het toezicht op en de subsidiëring van het Nationaal Instituut voor Radioelementen, en tot wijziging van de statuten van dit instituut. »

##### Aanhef

Mede rekening gehouden met de voorafgaande opmerking nr. 1, vulle men de eerste aanhefverwijzing aan als volgt :

« Gelet op de wetten betreffende de afschaffing en de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, inzonderheid op de artikelen 32, § 4 en 37, § 4. »

Als tweede aanhefverwijzing schrijf men :

« Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 4 september 1991; ».

Artikel 1. Zoals hierboven is opgemerkt, dient het ontwerp aan te vangen met een artikel waarbij artikel 32, § 4, van voormelde gecoördineerde wetten van 13 maart 1991 in werking wordt gesteld, en dit op de datum bepaald in artikel 37, § 4, van die wetten.

Art. 4. A l'alinéa 1er, il y aurait lieu d'écrire « ... d'un ou de plusieurs commissaires du Gouvernement qu'ils désignent d'un commun accord ». Les autres articles devraient être adaptés en conséquence.

Art. 5. Par souci de la sécurité juridique, il conviendrait de remplacer, à l'alinéa 1er, l'expression « jours francs » par l'expression « jours ouvrables » et d'omettre les termes « l'exécution de ».

Pour le même motif, on écrira à l'alinéa 2 :

« Le délai de huit jours court à partir du jour suivant celui de la réunion au cours de laquelle la décision a été prise ... ».

A l'alinéa 5 également, il y aurait lieu de remplacer l'expression « jours francs » par l'expression « jours ouvrables ».

Art. 6. A l'alinéa 3, première phrase, il conviendrait d'écrire :

« ... peuvent se faire présenter, sans déplacement de documents, les pièces comptables, ... et, d'une manière générale, toutes les pièces justificatives ».

Le texte français de la dernière phrase de l'alinéa 3 devrait être mis en concordance avec le texte néerlandais.

Art. 9. Il y aurait lieu de compléter le texte néerlandais de l'alinéa 1er de la manière suivante :

« ... de jaarlijkse dotaties bestemd voor het delgen van het sociaal en het technisch passief ... ».

Articles 10 à 17. Il conviendrait de rédiger, chaque fois, la phrase liminaire comme suit :

« L'article ... des mêmes statuts est remplacé par la disposition suivante : ».

Art. 17. Il y aurait lieu de rédiger la seconde phrase de l'alinéa 2 de la manière suivante :

« Il représente l'IRE dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires ».

Art. 20. On écrira :

« ... le patrimoine est transféré, avec l'assentiment des ministres qui ont les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions, à un organisme poursuivant ... ».

Art. 21. Il a été communiqué au Conseil d'Etat que la date de l'entrée en vigueur (le 1<sup>er</sup> janvier 1991) est celle à laquelle tous les autres arrêtés, visés à l'article 37, § 4, des lois coordonnées du 13 mars 1991, entrent en vigueur.

La chambre était composée de :

M. H. Coremans, président de chambre.

M. J. Vermeire,

Mme S. Vanderhaegen, conseillers d'Etat;

Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Mme S. Vanderhaegen.

Le rapport a été présenté par M. B. Seutin, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme M.-C. Ceule, référendaire.

Le Président,  
H. Coremans.

Le Greffier,  
A. Beckers.

16 OCTOBRE 1991. — Arrêté royal fixant les règles relatives au contrôle et au mode de subvention de l'Institut national des Radioéléments, et modifiant les statuts de cet institut

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois relatives à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnées le 13 mars 1991, notamment les articles 32, § 4, et 37, § 4

Art. 4. In het eerste lid schrijve men « ... één of meer regeringscommissarissen ... ». De overige artikelen moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

Art. 5. Met het oog op de rechtszekerheid vervange men in het eerste lid « volledige dagen » door « werkdagen » en schrapse men, in de Franse tekst, de woorden « l'exécution de ».

Om dezelfde reden schrijve men in het tweede lid :

« De termijn van acht dagen loopt vanaf de dag volgend op die van de vergadering tijdens welke de beslissing werd genomen ... ».

Ook in het vijfde lid vervange men « volledige dagen » door « werkdagen ».

Art. 6. In het derde lid, eerste volzin, schrijve men :

« ... mogen zich, zonder verplaatsing, de boekhoudkundige stukken ... en, in het algemeen, alle verantwoordingsstukken doen voorleggen ... ».

De Franse tekst van de laatste volzin van het derde lid moet in overeenstemming worden gebracht met de Nederlandse.

Art. 9. De Nederlandse tekst van het eerste lid moet worden aangevuld als volgt :

« ... de jaarlijkse dotaties bestemd voor het delgen van het sociaal en het technisch passief ... ».

Artikelen 10 tot 17. Men stelle de inleidende zin telkens als volgt :

« Artikel ... van dezelfde statuten wordt vervangen door de volgende bepaling : ».

Art. 17. Men stelle de tweede volzin van het tweede lid als volgt :

« Hij vertegenwoordigt het IRE in alle gerechtelijke en buitengerechtelijke akten ».

Art. 20. Men schrijve :

« ... wordt, met instemming van de ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie, het patrimonium overgedragen aan een instelling die ... ».

Art. 21. Aan de Raad van State is meegedeeld dat de datum van inwerkingtreding (1 januari 1991) die is waarop alle andere besluiten, bedoeld in artikel 37, § 4, van de gecoördineerde wetten van 13 maart 1991, van kracht worden.

De kamer was samengesteld uit :

De heer H. Coremans, kamervoorzitter.

de heer J. Vermeire,

Mevr. S. Vanderhaegen, staatsraden;

Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. Vanderhaegen.

Het verslag werd uitgebracht door de heer B. Seutin, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. M.-C. Ceule, referendaris.

De Voorzitter,  
H. Coremans.

De Griffier,  
A. Beckers.

16 OKTOBER 1991. — Koninklijk besluit houdende de regelen betreffende het toezicht op en de subsidiëring van het Nationaal Instituut voor Radio-elementen, en tot wijziging van de statuten van dit instituut

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, inzonderheid op artikelen 32, § 4, en 37, § 4;

Vu l'accord du Ministre du budget du 4 septembre 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques, de Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE Ier. — Définitions

**Article 1er.** La convention du 28 juillet 1980 entre le Ministre des Affaires économiques et l'Institut des radioéléments cesse ses effets et est remplacée par les dispositions du présent arrêté.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté il y a lieu d'entendre par :

1° « Institut », l'Institut national des Radioéléments

2° « Passif social », les obligations de l'Institut relatives au départ de membres du personnel suite à l'application du régime de pré-pension instauré par la convention collective de travail du 27 avril 1990, et non couverte par la prime unique versée par l'Institut à la Société Mutuelle des Administrations publiques, en exécution de la convention du 2 mai 1991.

3° « Passif technique », les obligations résultant de la dénucléarisation des installations, ainsi que du traitement, du conditionnement, du stockage et de l'évacuation des déchets radioactifs accumulés, en ce compris les déchets radioactifs résultant de la dénucléarisation des installations, afférant aux activités nucléaires de l'Institut.

#### CHAPITRE II. — Modalités de contrôle

**Art. 3.** Les subventions accordées par l'Etat à l'Institut ne peuvent être utilisées qu'aux fins approuvées par les Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions.

**Art. 4.** L'Institut est soumis au contrôle des Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions, à l'inter-vention d'un ou plusieurs commissaires du Gouvernement qu'ils désignent de commun accord.

Ces commissaires participent aux réunions du Conseil d'administration de l'Institut avec voix consultative. Ils ont les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission.

Le Conseil d'Administration doit être réuni chaque fois qu'un commissaire le demande.

**Art. 5.** Chaque commissaire dispose d'un délai de huit jours ouvrables pour prendre un recours contre toute décision prise par le Conseil d'Administration qu'il estime contraire à la loi, aux statuts de l'Institut ou à l'intérêt général.

Le délai de huit jours ouvrables court à partir du jour suivant celui de la réunion en cours de laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire y ait été régulièrement convoqué. Dans le cas contraire, ou si le commissaire n'a pu être présent à la réunion, le délai court à partir du jour où il a reçu connaissance de la décision.

Le recours est suspensif.

Les commissaires exercent leurs recours auprès des Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions.

Ceux-ci notifient leur décision commune dans un délai de quinze jours ouvrables commençant le même jour que le premier délai. Toutefois, chacun peut, par décision notifiée au président du Conseil d'administration de l'Institut, augmenter ce délai de dix jours.

La notification est faite sous pli recommandé à la poste. La date de la poste fait foi pour la date de l'envoi.

Passé le délai imparti, le recours est réputé rejeté et la décision devient définitive.

**Art. 6.** Les comptes de l'Institut sont soumis au contrôle de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministère des Affaires économiques, des membres du service de l'inspection comptable du Ministère des Affaires économiques, ainsi que de la Cour des Comptes.

Les membres du service de l'inspection comptable sont chargés du contrôle de la comptabilité, de l'attestation de sa conformité et de sa sincérité, ainsi que du contrôle du non-dépassement des crédits budgétaires.

Gelet op het akkoord van de Minister van begroting van 4 september 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken, van Onze Staatssecretaris voor Energie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — Definities

**Artikel 1.** De conventie van 28 juli 1980 tussen de Minister van Economische Zaken en het Instituut voor radioelementen neemt een einde en wordt vervangen door de bepalingen van volgend besluit.

**Art. 2.** Met het oog op de uitvoering van dit besluit, moet worden verstaan onder :

1° « Instituut », het Nationaal Instituut voor Radio-elementen;

2° « Sociaal passief », de verplichtingen van het Instituut voortvloeiend uit het vertrek van personeelsleden ten gevolge van de toepassing van het prepensioenregime door de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 april 1990 en niet gedekt door de eenmalige premie die gestort werd door het Instituut aan de Onderlinge Maatschappij der Openbare Besturen, in uitvoering van de conventie van 2 mei 1991.

3° « Technisch passief », de verplichtingen voortvloeiend uit de denuclearisatie van de installaties, alsook van de behandeling, de conditionering, de stockage en de evacuatie van het verzameld radioactief afval, met inbegrip van het radioactief afval afkomstig van de gedenucleariseerde installaties, ten gevolge van de nucleaire activiteiten van het Instituut.

#### HOOFDSTUK II. — Wijze van toezicht

**Art. 3.** De toelagen door de Staat aan het Instituut verleend, mogen slechts worden aangewend voor doeleinden die de goedkeuring van de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie, wegdragen.

**Art. 4.** Het Instituut is onderworpen aan het toezicht van de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie, door tussenkomst van één of meer commissarissen die zij aanwijzen in gemeenschappelijk akkoord.

Deze commissarissen worden de vergaderingen van de Raad van Bestuur van het Instituut met raadgevende stem bij. Zij hebben de meest uitgebreide bevoegdheid om hun taak uit te voeren.

De Raad van Bestuur moet worden bijeengeroepen telkens een commissaris hierom verzoekt.

**Art. 5.** Elke commissaris beschikt over een termijn van acht werkdagen om beroep in te stellen tegen elke beslissing, getroffen door de Raad van Bestuur waarvan hij oordeelt dat ze in strijd is met de wet, met de statuten van het Instituut of met het algemeen belang.

De termijn van acht werkdagen loopt vanaf de dag volgend op die van de vergadering tijdens welke de beslissing werd genomen, voor zover de commissaris regelmatig werd opgeroepen. In het tegenovergestelde geval, of indien de commissaris de vergadering niet heeft kunnen bijwonen, loopt de termijn vanaf de dag waarop hij kennis gekregen heeft van de beslissing.

Het beroep is opschortend.

De commissarissen tekenen beroep aan bij de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie.

Deze geven kennis van hun gemeenschappelijke beslissing binnen een termijn van vijftien werkdagen ingaande op dezelfde dag als de eerste termijn. Evenwel kan ieder van hen, bij beslissing betrekend aan de voorzitter van de Raad van Bestuur van het Instituut, deze periode verlengen met tien dagen.

De kennisgeving gebeurt door een bij ter post aangetekend schrijven. De datum van het postmerk geldt als datum van verzending.

Zodra de opgelegde termijn verstreken, wordt het beroep als verworpen aanzien en wordt de beslissing definitief.

**Art. 6.** De rekeningen van het Instituut zijn onderworpen aan de controle van de aan het Ministerie van Economische Zaken toegevoegde Inspecteur van Financiën, aan de controle van de leden van de dienst boekhoudkundige inspectie van het Ministerie van Economische Zaken evenals van het Rekenhof.

De leden van de dienst boekhoudkundige inspectie zijn belast met de controle van de boekhouding, met het voor waar en echt verklaren van de juistheid en de oprechtheid ervan, alsmede met het controleren van het niet overschrijden van de begrotingskredieten.



Les membres du service de l'inspection comptable peuvent se faire présenter, sans déplacement de documents, les pièces comptables, la correspondance, des états périodiques et d'une manière générale toutes les pièces justificatives. Ils vérifient la qualité des biens et valeurs qui appartiennent à l'Institut, ou dont celui-ci a l'usage ou la gestion. Une fois par an, à l'occasion de l'établissement des comptes annuels, ils soumettent aux Ministres qui ont les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions et aux membres du Conseil d'administration, un rapport sur la situation financière. Ils portent sans délai à leur connaissance toute irrégularité, et en général toute situation de nature à porter atteinte à la solvabilité et à la liquidité de l'Institut.

**Art. 7.** Tous les semestres, et ce avant le 1er mars et le 1er septembre de chaque année, l'Institut fait rapport sur l'exécution de son budget et sur la situation de ses comptes aux Ministres qui ont les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions.

En outre, l'Institut leur transmet chaque année, un rapport d'activités.

L'Institut ne peut contracter un emprunt que de l'approbation des Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions ainsi que du Ministre des Finances.

### CHAPITRE III. — Modalités de subvention

**Art. 8.** Les Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions prévoient chaque année dans leur budget les subventions destinées à l'Institut.

**Art. 9.** En outre, les Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions prévoient chaque année dans leur budget les dotations destinées à couvrir le passif social et le passif technique de l'Institut.

La dotation annuelle nécessaire pour couvrir le passif social est versée à un compte spécial de l'Institut.

La dotation annuelle nécessaire pour couvrir le passif technique est versée à un compte spécial de l'Organisme national des Déchets radioactifs et des Matières fissiles enrichies.

Toutefois, chacune des dotations prévues aux alinéas 2 et 3 est versée étant entendu, d'une part, qu'un équilibre régional doit être réalisé, et d'autre part, que son montant ainsi que les modalités selon lesquelles cet équilibre régional est réalisé, sont délibérés simultanément en Conseil des Ministres.

### CHAPITRE IV. — Modifications des statuts

**Art. 10.** L'article 2 des statuts de l'Institut est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2 : Le siège de l'IRE est établi à 6220 Fleurus. »

**Art. 11.** L'article 3 des mêmes statuts est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3 : L'Institut a pour mission :

- 1° la production et le conditionnement de radioéléments;
- 2° l'étude des applications de radioéléments ainsi que la promotion et l'encouragement de celles-ci;
- 3° l'étude et le développement de techniques pour le conditionnement des déchets radioactifs résultant directement ou indirectement de ses activités;
- 4° l'étude, dans le cadre de la radioprotection, de la sécurité du personnel employé dans les entreprises et instituts belges utilisant et appliquant des radioéléments, de la sécurité du public en générale et pour un contrôle ad hoc de l'environnement, ainsi que l'entretien d'un service approprié à ces fins;

5° l'étude de la sécurité et le contrôle des matières fissiles nécessaires aux activités de l'Institut;

6° à la demande des pouvoirs publics, toute mission faisant appel aux moyens dont dispose l'Institut.

Aux fins de remplir ses missions, l'Institut doit notamment :

- rassembler et tenir à jour la documentation scientifique, technique et technologique;
- promouvoir la formation du personnel spécialisé dans les différentes sciences, techniques et technologies nucléaires. »

**Art. 12.** L'article 4 des mêmes statuts est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4 : L'Institut est administré par un Conseil d'administration composé d'un président, de deux vice-présidents et de dix autres membres au plus. Les Ministres ayant les Affaires économiques et

De leden van de dienst boekhoudkundige inspectie mogen zich zonder verplaatsing, de boekhoudkundige stukken, de briefwisseling, de notulen, de periodieke staten en, in het algemeen, alle verantwoordingsstukken doen voorleggen. Ze verifiëren de kwaliteit van de goederen en waarden die aan het Instituut toebehoren of waarvan dit het gebruik of het beheer heeft. Eenmaal per jaar, ter gelegenheid van het opmaken van de jaarrekening, leggen ze de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie en de leden van de Raad van Bestuur, een verslag voor over de financiële toestand. Ze brengen hen zonder uitstel elke onregelmatigheid, en in het algemeen elke toestand die van aard is de solvabiliteit en de likwiditeit van het Instituut in gevaar te brengen, ter kennis.

**Art. 7.** Om het half jaar en dit voor 1 maart en 1 september van ieder jaar, brengt het Instituut aan de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie verslag uit over de uitvoering van zijn begroting en over de toestand van zijn rekeningen.

Daarenboven, maakt het Instituut hen ieder jaar een activiteitenverslag over.

Het Instituut mag geen lening aangaan tenzij mits goedkeuring van de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie evenals van de Minister van Financiën.

### HOOFDSTUK III. — Wijze van subsidiëring

**Art. 8.** De Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie schrijven jaarlijks in hun begroting de subsidies in bedoeld voor het Instituut.

**Art. 9.** Daarenboven schrijven de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie de jaarlijkse dotatie voor het delgen van het sociaal en technisch passief van het Instituut in hun begroting.

De jaarlijkse dotatie noodzakelijk voor het dekken van het sociaal passief wordt op een speciale rekening gestort van het Instituut.

De jaarlijkse dotatie noodzakelijk om het technisch passief te dekken wordt gestort op een speciale rekening van de Nationale Instelling voor Radioactieve Afval en verrijkte Splijtstoffen.

In ieder geval, wordt ieder van deze dotaties voorzien in alinea 2 en 3 gestort rekening houdend enerzijds, met een te bereiken regionaal evenwicht, en anderzijds dat zijn bedrag evenals de modaliteiten volgens de welke dit regionaal evenwicht wordt verwezenlijkt, gelijktijdig in de Ministerraad worden overlegd.

### HOOFDSTUK IV. — Wijziging van de statuten

**Art. 10.** Artikel 2 van de statuten van het Instituut wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 2 : De zetel van het IRE is gevestigd te 6220 Fleurus. »

**Art. 11.** Artikel 3 van dezelfde statuten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3 : De opdracht van het Instituut is :

- 1° de produktie en conditionering van radio-elementen;
- 2° de studie der toepassingen van de radio-elementen evenals de bevorderingen de aanmoediging van deze laatste;
- 3° de studie en de ontwikkeling van technieken voor de conditionering van radioactief afval dat rechtstreeks of onrechtstreeks uit deze activiteiten voortspruit;
- 4° de studie, in het kader van de stralingsbescherming, van de veiligheid van het personeel tewerkgesteld in Belgische ondernemingen en instituten die radio-elementen gebruiken en toepassen, van de veiligheid van de bevolking in 't algemeen en voor een ad-hoc controle van het leefmilieu, evenals het instandhouden van een dienst voor deze doelstellingen;

5° de studie van de veiligheid en de controle van de splijtstoffen die nodig zijn voor de activiteiten van het Instituut;

6° op aanvraag van de overheid, elke opdracht die een beroep doet op de middelen waarover het Instituut beschikt.

Ten einde zijn taken te volbrengen moet het Instituut onder andere :

- de wetenschappelijke, technische en technologische documentatie verzamelen en bijhouden;
- de opleiding van het gespecialiseerde personeel in de onderscheiden nucleaire wetenschappen, technieken en technologieën bevorderen. »

**Art. 12.** Artikel 4 van dezelfde statuten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 4 : Het Instituut wordt beheerd door een Raad van Bestuur bestaande uit een voorzitter, twee ondervoorzitters en maximum tien andere leden. De Ministers die bevoegd zijn voor

l'Energie dans leurs attributions, pourvoient à toute vacance sur avis du Comité ministériel de Coordination économique et sociale. Les fonctions de président, de vice-président et d'administrateur sont renouvelables. »

**Art. 13.** L'article 5 des mêmes statuts est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5 : Les Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions prévoient chaque année dans leur budget les subventions destinées à l'Institut. »

**Art. 14.** L'article 6 des mêmes statuts est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. Le Conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer à un administrateur, une partie de ses fonctions, à l'exception de celles que les articles 14 et 23 lui attribuent. »

**Art. 15.** L'article 8 des mêmes statuts est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8 : Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation du président. Il doit être convoqué chaque fois que trois membres au moins lui en font la demande. »

**Art. 16.** L'article 10 des mêmes statuts est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10 : Le Conseil d'administration délibère valablement lorsque la majorité de ses membres est présente ou représentée. Lorsque le conseil n'est pas en nombre suffisant pour délibérer, le président peut reporter la délibération à une réunion spécialement convoquée; lors de cette réunion, le conseil peut délibérer valablement quel que soit le nombre de membres présent ou représenté. »

Les décisions du Conseil d'administration sont acquises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

En cas de parité des voix, la voix du président de séance est prépondérante. Chaque membre peut se faire représenter par un autre membre; toutefois, un membre ne peut être porteur que d'une procuration. Le conseil d'administration arrête le modèle de procuration. »

**Art. 17.** L'article 22 des mêmes statuts est remplacé par la disposition suivante :

« Article 22 : Le Conseil d'administration nomme un directeur général chargé de l'exécution de ses décisions, ainsi que de la gestion journalière de l'Institut. »

Le directeur général est investi des pouvoirs nécessaires à l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Le directeur général assiste aux délibérations du conseil d'administration avec voix consultative. Il représente l'Institut dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires.

Sauf décision particulière et motivée du conseil d'administration, la fonction de directeur général, ainsi que les fonctions des autres membres du personnel nommément désignés par le conseil d'administration, sont incompatibles avec toute fonction ou tout mandat rétribué, public ou privé. »

**Art. 18.** L'article 34 des mêmes statuts est remplacé par la disposition suivante :

« Article 34 : Le projet de modification des statuts doit être inscrit à l'ordre du jour d'une réunion du conseil. Celui-ci ne peut en délibérer valablement que si les deux tiers des membres sont présents ou représentés; la décision ne peut être prise qu'à la majorité simple des membres du conseil en fonction. »

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la réunion, il pourra être convoqué dans la quinzaine, une seconde réunion qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés; la majorité requise cette fois sera celle des deux tiers des membres présents ou représentés, pour autant qu'elle ne soit pas inférieure à la majorité simple des membres du Conseil en fonction. »

**Art. 19.** Les articles 16 à 21, 27 et 35 des mêmes statuts sont abrogés.

#### CHAPITRE V. — Dissolution de l'Institut

**Art. 20.** En cas de dissolution de l'Institut, le patrimoine est transféré, avec l'assentiment des Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions, à une institution poursuivant un objectif similaire, ou, à défaut, à l'Etat.

Economische Zaken en Energie voorzien op advies van het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie in elke vacature. De functies van voorzitter, ondervoorzitter en bestuurder zijn hernieuwbaar. »

**Art. 13.** Artikel 5 van dezelfde statuten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5 : De Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie schrijven jaarlijks in hun begroting de subsidies in bedoeld voor het Instituut. »

**Art. 14.** Artikel 6 van dezelfde statuten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 6. De Raad van Bestuur kan, onder zijn verantwoordelijkheid, een deel van zijn functies aan een bestuurder overdragen, met uitzondering van deze die artikels 14 en 23 hem toekennen. »

**Art. 15.** Artikel 8 van dezelfde statuten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8 : De Raad van Bestuur wordt bijeengeroepen door de voorzitter. Hij moet worden bijeengeroepen telkens ten minste drie leden hem dit vragen. »

**Art. 16.** Artikel 10 van dezelfde statuten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 10 : De Raad van Bestuur beraadslaagt op geldige wijze wanneer de meerderheid van de leden ervan aanwezig of vertegenwoordigd is. Wanneer het aantal leden onvoldoende is om te beraadslagen, kan de voorzitter de beraadslaging uitstellen tot een speciaal bijeengeroepen vergadering; tijdens deze vergadering zal de Raad op geldige wijze kunnen beraadslagen welk ook het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden is. »

De beslissingen van de Raad van Bestuur worden genomen met gewone meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Bij pariteit van de stemmen, is de stem van de voorzitter van de zitting doorslaggevend. Elk lid kan door een ander lid worden vertegenwoordigd; elk lid mag slechts één volmacht bezitten. De Raad van Bestuur stelt het model van de volmacht vast. »

**Art. 17.** Artikel 22 van dezelfde statuten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 22 : De Raad van Bestuur benoemt een directeur-generaal belast met de uitvoering van zijn beslissingen, evenals met het dagelijks beheer van het Instituut. »

De directeur-generaal wordt met de nodige macht bekleed om de hem toevertrouwde opdrachten uit te voeren.

De directeur-generaal woont de beraadslagingen van de Raad van Bestuur met raadgevende stem bij. Hij vertegenwoordigt het Instituut in alle gerechtelijke en buitengerechtelijke akten.

Behalve na bijzondere en gemotiveerde beslissing van de Raad van Bestuur, zijn de functie van directeur-generaal, evenals deze van de andere personeelsleden die door de Raad van Bestuur met name aangeduid zijn, onverenigbaar met alle vergoede openbare of privé functies of mandaten. »

**Art. 18.** Artikel 34 van dezelfde statuten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 34 : Het ontwerp van wijziging van de statuten moet worden ingeschreven op de agenda van een vergadering van de Raad. Deze kan hierover slechts geldig beraadslagen indien de twee derden van de leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn; de beslissing kan slechts bij gewone meerderheid van de stemmen van de in functie zijnde leden van de Raad worden genomen. »

Indien twee derden van de leden niet aanwezig of vertegenwoordigd zijn op de vergadering, kan een tweede vergadering binnen de veertien dagen worden bijeengeroepen die kan beraadslagen welk ook het aantal van de aanwezige of vertegenwoordigde leden, voor zover zij niet lager is dan de gewone meerderheid van de leden van de in functie zijnde leden van de Raad van Bestuur. »

**Art. 19.** Artikel 16 tot en met 21, 27 en 35 van dezelfde statuten worden opgeheven.

#### HOOFDSTUK V. — Ontbinding van het Instituut

**Art. 20.** Ingeval van ontbinding van het Instituut wordt, met instemming van de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie het patrimonium overgedragen aan een instelling die eenzelfde doel nastreeft, of, bij ontstentenis hiervan, aan het Rijk.



Art. 21. L'article 32, §§ 1<sup>er</sup> et 4 de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat et cet arrêté produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 1991.

Art. 22. Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Vice-Premier Ministre  
et Ministres des Affaires économiques et du Plan,  
W. CLAES

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,  
E. DEWORME

Art. 21. Het artikel 32, §§ 1 en 4 van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten en dit besluit hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 22. Onze Minister van Economische Zaken en Onze Staatssecretaris voor Energie zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 oktober 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Economische Zaken en het Plan,  
W. CLAES

De Staatssecretaris voor Energie,  
E. DEWORME

F. 91 — 3410

Arrêté royal portant les règles relatives au contrôle et au mode de subvention du Centre d'Etude de l'Energie nucléaire et modifiant les statuts de ce Centre

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 31, § 4 de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, prévoit que la convention du 1<sup>er</sup> février 1963 entre le Ministre des Affaires économiques et le Centre sera remplacée par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres qui fixera les conditions auxquelles le Centre peut être subventionné et que les statuts du Centre pourront être adaptés dans les limites fixées par la Loi spéciale de Réformes institutionnelles et la Loi spéciale de Financement.

Le premier chapitre du présent projet d'arrêté royal définit les termes utiles pour sa compréhension.

Le deuxième chapitre concerne les modalités de contrôle des subventions allouées au Centre par l'Etat, qui étaient précédemment régies par voie contractuelle.

Ce contrôle est exercé par deux commissaires du Gouvernement qui assistent, avec voix consultative, aux réunions du Conseil d'Administration du Centre et peuvent prendre un recours suspensif contre les décisions du Conseil qu'ils estiment contraires à la loi, aux statuts, ou à l'intérêt général. Ce recours est exercé auprès des Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions, qui statuent conjointement à son propos endéans un délai de quinze jours. Ce délai peut être prolongé de dix jours sur décision d'un seul des deux Ministres concernés.

Les comptes du Centre sont, quant à eux, contrôlés par les services de l'inspection comptable du Ministère des Affaires économiques, par l'inspecteur des Finances accrédité auprès du même Ministère, ainsi que par la Cour des comptes.

Deux fois par an, le Centre doit faire rapport sur l'exécution de son budget et sur la situation de ses comptes aux Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions. En outre un rapport annuel d'activité doit leur être communiqué.

Le troisième chapitre traite des modalités de subvention du Centre.

L'article 8 stipule que les Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions prévoient chaque année dans leur budget une subvention destinée au CEN.

Les commissaires du Gouvernement veilleront à ce que les activités nucléaires futures ne génèrent pas un passif technique supérieur aux provisions à constituer pour y faire face.

N. 91 — 3410

Koninklijk besluit houdende de regelen betreffende het toezicht op en de subsidiëring van het Studiecentrum voor Kernenergie en tot wijziging van de statuten van dit Centrum

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 31, § 4 van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, voorziet dat de overeenkomst van 1 februari 1963 tussen de Minister van Economische Zaken en het Centrum zal vervangen worden door een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit dat de voorwaarden zal bepalen waarbij het Centrum kan betoelaagd worden en dat de statuten van het Centrum kunnen aangepast worden binnen de grenzen bedoeld bij de bijzondere Wet tot Hervorming der Instellingen en de bijzondere Financieringswet.

Het eerste hoofdstuk van dit ontwerp van koninklijk besluit bepaalt de termen die nuttig zijn om dit te begrijpen.

Het tweede hoofdstuk betreft de modaliteiten inzake de controle van de toelagen die de Staat aan het Centrum toekent en die voordien door een overeenkomst waren geregeld.

Deze controle wordt uitgeoefend door twee Regeringscommissarissen die, met adviserende stem, de vergaderingen van de Raad van Bestuur van het Centrum bijwonen en die beroep met schorsende kracht kunnen nemen tegen de beslissingen van de Raad die zij strijdig achten met de wet, de statuten of het algemeen belang. Het beroep wordt gedaan bij de voor Economische Zaken en Energie bevoegde Ministers, die hierover samen een beslissing nemen binnen een termijn van vijftien dagen. Deze termijn kan met tien dagen worden verlengd op beslissing van één van de twee betrokken Ministers.

De rekeningen van het Centrum worden gecontroleerd door de diensten van de boekhoudkundige inspectie van het Ministerie van Economische Zaken, de inspecteur van Financiën afgevaardigd bij hetzelfde Ministerie, evenals het Rekenhof.

Twee keer per jaar moet het Centrum bij de voor Economische Zaken en Energie bevoegde Ministers verslag uitbrengen over de uitvoering van zijn budget en de toestand van zijn rekeningen. Bovendien moet hen jaarlijks een activiteitenverslag worden voorgelegd.

Het derde hoofdstuk behandelt de betoelagingsmodaliteiten van het Centrum.

Artikel 8 bepaalt dat de voor de Economische Zaken en Energie bevoegde Ministers in hun begroting jaarlijks een toelage voor het SCK uittrekken.

De Regeringscommissarissen zullen erover waken dat de toekomstige nucleaire activiteiten geen technisch passief met zich brengen dat de aan te leggen provisies om het hoofd eraan te bieden, overschrijdt.